



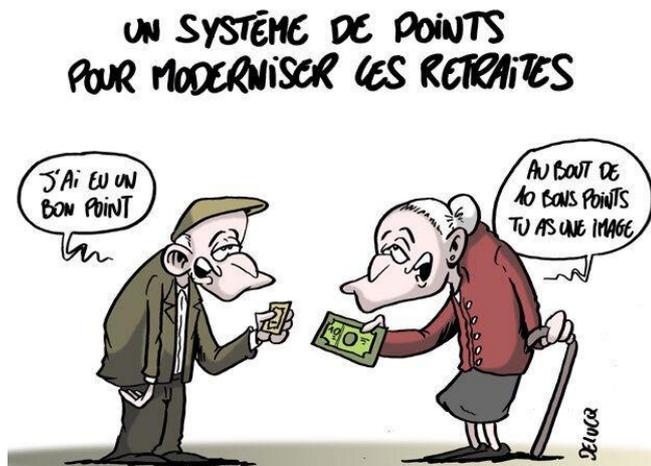
## Réforme des retraites : Opacité et obstination gouvernementale

Syndicat de l'Encadrement  
PSA Peugeot Citroën  
Site de Mulhouse

Depuis de nombreuses semaines, la CFE-CGC pointe les dangers du projet.

Elle insiste notamment sur :

- Les conséquences néfastes pour les femmes, grandes perdantes de la réforme,
- Les effets sur le montant des pensions de la prise en compte des salaires sur toute la carrière plutôt que sur les 25 meilleures années,
- Le déficit programmé qu'entraînera le changement de l'assiette de cotisation (3 milliards d'euros par an),
- Le maintien nécessaire du pilotage et de la gestion des régimes de retraite par les partenaires sociaux.



Malgré les réunions de concertation, les échanges et les propositions de la CFE-CGC pour faire évoluer le projet, rien n'a bougé : le gouvernement campe sur ses positions, alors que sous couvert de justice sociale, le projet répond à un objectif unique : faire baisser le poids des pensions dans le PIB.

### La CFE-CGC demande une étude d'impact et le respect de la Constitution

Les études et les chiffrages qui se succèdent montrent, sans équivoque, que le système qui va être mis en place est dangereux. Au final il va mettre en péril et peut-être faire disparaître les fondements du régime de retraite par répartition.

A une semaine du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi, la CFE-CGC n'a toujours pas en sa possession les éléments qui lui permettraient de savoir combien la réforme va coûter, comment elle va être financée et quelles seront les populations les plus concernées...

### Le gouvernement ne respecte pas les partenaires sociaux

Rien ne semble ébranler le gouvernement, dans sa décision d'aller jusqu'au bout du projet, faisant fi de l'opinion publique et des syndicats qui s'opposent au projet et pourtant majoritaires.

Face à tant de rigidité et de communication biaisée, la CFE-CGC continuera de dénoncer ce projet tout au long du processus parlementaire auprès des députés et sénateurs.

Aux côtés de l'intersyndicale, elle appelle à manifester le vendredi 24 janvier, date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi.

Rendez vous  
le **24 janvier 2020** Place de la BOURSE à Mulhouse  
Départ de la manifestation à **13h30**



CONSTRUIRE LE FUTUR ENSEMBLE !

